



*Ce projet est co-financé par  
l'Union européenne  
EuropeAid/172021/DD/ACT/CD*

**Evaluation à mi-parcours du Projet  
« Accompagnement des communautés forestières en RDC dans la  
protection et gestion durable des ressources en eau et forestières  
pour la résilience socio-écologique (CFCL-Tshopo) »**

***Rapport final***

*Par*

**Pr. Papy Bonkena Bokombola**

*Consultant en Evaluation de Programmes*

**Septembre 2024**

**TABLE DES MATIERES**

TABLE DES MATIERES .....	ii
RESUME EXECUTIF .....	iii
SIGLES ET ACRONYMES .....	vii
1. INTRODUCTION .....	- 1 -
1.1. Contexte et objectifs de la mission .....	- 1 -
1.2. Méthodologie .....	- 1 -
1.3. Contraintes et défis .....	- 3 -
2. CONTEXTE, LOGIQUE D'INTERVENTION ET GROUPES CIBLES .....	- 4 -
2.1. Description du contexte .....	- 4 -
2.2. Stratégie et logique d'intervention .....	- 4 -
2.3. Groupes cibles et bénéficiaires finaux.....	- 5 -
3. RESULTATS DE L'EVALUATION.....	- 7 -
3.1. Progression vers les objectifs et résultats attendus.....	- 7 -
3.2. Pertinence .....	- 7 -
3.3. Cohérence .....	- 9 -
3.4. Efficacité .....	- 11 -
3.5. Efficience .....	- 16 -
3.6. Thèmes transversaux.....	- 17 -
4. CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES .....	- 19 -
4.1. Conclusion .....	- 19 -
4.2. Recommandations.....	- 19 -
4.3. Bonnes pratiques et leçons apprises.....	- 19 -
ANNEXES.....	- 24 -
Annexe 1 : Synthèse des résultats globaux du projet .....	- 25 -
Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées.....	- 29 -
Annexe 3 : Quelques images de terrain .....	- 30 -

## RESUME EXECUTIF

### Contexte et méthodologie

Le projet CFCL-Tshopo vise à contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC par l'augmentation de la résilience communautaire des Communautés Locales (CL) de la Tshopo, dans un cadre de la lutte contre la pauvreté et face aux changements climatiques. Il est mis en œuvre dans les 3 anciennes CFCL (Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo) et dans les 3 nouvelles (Bafwabula, Bafwapada et Bafwaboli) ainsi que dans les villages environnant dont Batama et Baego en introduisant des pratiques durables en matière d'utilisation des ressources forestières et hydriques ; en développant des stratégies appropriés pour le développement socio-économique des Communautés Locales (CL) et en favorisant la collaboration entre les CL, les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL).

Les groupes cibles (bénéficiaires finaux) du projet sont constitués des habitants de deux villages (Batama et Baego) et six CFCL/IFC (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamongo, Bafwabula, Bafwapada et Bafwaboli) qui ont accès aux services écosystémiques restaurés.

Animé par le souci de redevabilité, à mi-parcours du projet, l'équipe de mise en œuvre (Join For Water, BOS+, TB RDC et TBI) a initié la présente évaluation en vue d'apprécier le projet au regard de 4 critères de CAD/OCDE ; à savoir : (a) la pertinence, (b) la cohérence, (c) l'efficacité et (d) l'efficience. A ce stade, il est jugé trop tôt d'investiguer la durabilité et l'impact du projet.

Pour y arriver, la méthodologie adoptée lors de l'évaluation a privilégié l'approche mixte comprenant les méthodes qualitatives et quantitatives pour collecter des données et générer des informations. Au total, 15 entretiens individuels approfondis ont été réalisés avec les informateurs clés et 5 focus groups, avec la participation de 135 personnes dont 26% de femmes. Les données collectées ont subi une analyse approfondie ; ce qui a permis de porter un regard critique et objectif sur l'efficacité du projet et le progrès vers les résultats, de tirer des leçons apprises et formuler des recommandations concrètes pour la suite du projet.

Les 4 critères d'évaluation retenus ont été appréciés selon une grille de satisfaction traduite sur une échelle à 6 niveaux : (1) Très insatisfaisant ; (2) Insatisfaisant ; (3) Modérément insatisfaisant ; (4) Modérément Satisfaisant ; (5) Satisfaisant et (6) Très satisfaisant.

### Progrès réalisés vers les objectifs et les résultats

Il ressort des analyses que le projet a réalisé des progrès notables, malgré le retard enregistré dans l'appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR). En effet, sur les 5 CFCL (sur 6), toutes disposent des Plans Simples de Gestion (PSG) dont 3 (Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo) validés depuis août 2023 et approuvés depuis mai 2024 et 2 (Bafwabula et Bafwapada) autres en instance de validation. Les organes de gestion de toutes les 5 CFCL (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamogo, Bafwabula et Bafwapada) sont mis en place. Ils ont été renforcés en capacités et appuyés à l'élaboration de leurs outils de gouvernance (Règlements intérieurs pour chaque organe, Règlement relatif à la gestion du fonds de développement local et le manuel des procédures). Ces organes de gestion ont par la suite reçu une dotation en matériel de bureau (classeurs, cahiers registres, carnets, stylo, papier, etc.).

L'approche de droits est instaurée et les dialogues politiques ont été établis entre les OSC et les détenteurs d'obligations aux niveaux local, provincial et national. Les actions de plaidoyer se

poursuivent pour améliorer la résilience des communautés locales. C'est grâce à ces plaidoyers et aux dialogues politiques établis que les 2 titres de CFCL ont été signés et les 3 PSG ont été approuvés.

Les kits pédagogiques composés de Guide sur la Matrice des Sciences de la vie et de la terre (MSVT) et d'une affiche sur le résumé du cycle de l'eau ainsi que les outils de sensibilisation adaptés aux différents groupes cibles sont développés, disponibles et utilisés. Différentes couches sociales des communautés locales ont été sensibilisées sur différentes thématiques : (i) 93 membres de CL dont 18 femmes formés sur l'approche de droits ; (ii) 212 élèves, 2 directeurs et 8 enseignants sensibilisés sur Protection et Conservation des Ressources en Eau et Forêts (PCREF) et cycle de l'eau ; (iii) Sensibilisation de 141 bénéficiaires dont 26 femmes sur les pratiques culturelles agro-écologiques dans les CFCL ; (iv) 88 membres (dont 23 femmes) des 39 OSC identifiées sensibilisés sur le processus de la structuration et formalisation de leurs OSC ; (v) 510 personnes dont 174 femmes et 168 jeunes filles et garçons sensibilisés sur la PCREF ; (vi) 96 bénéficiaires dont 23 femmes sensibilisés sur les activités post récolte de cacao (soins cultureux, cueillette, écabossage, fermentation, séchage, gestion des déchets et stockage) ; (vii) 264 personnes dont 144 hommes et 120 femmes sensibilisées sur les notions de protection et restauration des berges et sources d'eaux dans les CFCL et IFC à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale de lavage des mains ; (viii) 138 personnes dont 28 femmes issues de diverses couches de la population sensibilisées sur les changements en vue d'une action concertée pour la résilience et d'une collaboration avec le monde universitaire, etc.

Le projet a développé des synergies avec 5 institutions d'enseignement supérieur et universitaire (Université de Kisangani, Université Mariste, Institut Supérieur des Recherches Agronomiques de Bengamisa, Université de Gand et Institut Supérieur Pédagogique de Kisangani). A travers cette collaboration, le projet a appuyé et accompagné les travaux de recherche de 9 sur 10 étudiants finalistes de deuxième cycle sélectionnés, dont la défense officielle est prévue au mois d'octobre 2024.

Le plan de renforcement de capacités mutuelles (RMC) a été finalisé et mis en œuvre avec 4 sessions de formation avec l'appui des experts externes. La collaboration au sein du consortium est marquée par l'organisation des réunions et séances de travail tant au niveau de l'équipe de coordination de TBRDC, TBI (chercheur facilitateur) qu'avec celle de Join For Water (JFW). C'est dans ce cadre que s'inscrivent des réunions du comité de direction (Join For Water, TBI, BOS+ et TBRDC). Dans le but d'appuyer les producteurs, il s'observe un début de collaboration avec RIKOLTO en vue d'une synergie autour de la filière cacao pour fédérer les cacaoculteurs autour des coopératives et faciliter l'accès au marché.

Pour diversifier et améliorer les sources de revenus, le projet a appuyé les communautés locales en cultures vivrières et pérennes. En 2023, 591 paysans ont bénéficié des semences de cultures vivrières (riz, arachide et maïs). Avec cet appui, 130 ha ont emblavés dans la zone du projet. Durant l'année 2024 (saison A), l'appui en semences a été accordé à 164 paysans (dont 59 femmes) avec la possibilité d'emblavure estimée à superficie de 162,46 ha. En ce qui concerne les cultures pérennes, 227 paysans dont 16% de femmes ont été appuyés en 2023 : cacao (96 paysans), palmier à huile (109 paysans) et café (20 paysans). Les paysans bénéficiaires des plantules ont cultivé une superficie de 133,4 ha : cacao (6 ha), palmier à huile (107,4 ha) et café (20 ha). Actuellement, en attendant la commande passée à l'INERA Yangambi pour les semences de cacao, le projet a procédé à la mise en pépinière de 3916 graines pré-germées, pour une superficie, à emblaver, estimée à 31,79ha.

L'appui des communautés locales en filières forestières a connu du retard. Sur les 73 petits producteurs artisanaux de rotins appuyés en 2023, 53 se maintiennent encore un tout petit peu, mais les autres ont abandonné à mi-chemin. 23 membres des communautés ont été appuyés en apiculture à travers des formations reçues en mai 2024 et l'installation des ruches dont quelques-unes sont déjà colonisées. L'étude en cours sur la faisabilité de ces AGR permettra de déterminer les filières porteuses et culturellement acceptables par les communautés bénéficiaires.

### **Pertinence, cohérence, efficacité, efficience et thèmes transversaux**

Le projet est très pertinent aux yeux de la quasi-totalité des acteurs rencontrés. Les activités développées répondent bel et bien aux attentes et priorités des bénéficiaires, aux besoins et priorités globales. En effet, le projet est une réponse appropriée aux menaces d'accapement des terres et toutes les formes de spoliations foncières auxquelles les communautés locales sont confrontées. Dans un contexte marqué par la pauvreté, les activités génératives de revenus (AGR) développées par le projet offrent des opportunités économiques aux communautés locales. Les efforts menés par le projet, notamment dans le cadre de la construction des forages répondent aux besoins pressants et urgents en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable (forages) dans une zone où la Régideso est absente. La pertinence du projet est jugée **très satisfaisante**.

La cohérence du programme est jugée **très satisfaisante**. Le projet CFCL-Tshopo est compatible avec d'autres programmes dans la région. Il s'aligne parfaitement sur les politiques et plans nationaux et provinciaux, expression des priorités gouvernementales : la CDN RDC, la stratégie nationale REDD+, le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques 2022-2026 (RDC, 2021), le Plan National Stratégique de Développement « PNSD » (2019-2023). Les efforts menés par le projet, notamment dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'eau potable (forages) s'alignent bien sur la constitution de la RDC qui, dans son article 40 consacre à chaque congolais le droit d'accès à l'eau potable. Ces efforts visent à répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD #3 et #6). En outre, le projet CFCL-Tshopo (2022 – 2026) reste complémentaire aux autres programmes mis en œuvre par d'autres partenaires techniques et financiers tels que CAFI, FONAREDD, l'UE, etc. Les actions du projet sont complémentaires à celles mises en œuvre par les membres du consortium dans le territoire de Bafwasende, notamment Tropenbos RDC (Working Landscapes (WL); Green Livelihoods Alliance (GLA) ; PIREDD-Oriental, SEFOMEAC et PROFEAAC) et JFW (PCREF).

L'efficacité du projet est **satisfaisante**. A mi-parcours, les résultats du projet sont positifs et globalement atteints à un niveau acceptable en dépit des difficultés qui ont émaillé son exécution. Même si les AGR forestières (rotin, apiculture, pisciculture) évoluent timidement, on enregistre déjà des améliorations sur la production agricole à la suite des appuis offerts (semences améliorées). Plusieurs facteurs internes et externes ont impacté, négativement ou positivement, sur le déroulement des activités et le progrès vers les résultats du projet. Notamment : (i) les plaidoyers effectués par l'équipe du projet en collaboration avec les communautés locales au niveau élevé (gouverneur de province et son cabinet), l'organisation des tables rondes, etc. avaient aidé en partie pour le changement du chef de secteur de Bekeni Kondolole. Ce changement de l'autorité locale avait permis la validation et l'approbation de 3 PSG de 3 anciennes CFCLs; (ii) l'amélioration de la collaboration entre les autorités provinciales (Ministre de l'Environnement, cabinet du Gouverneur, Point Focal Foresterie Communautaire) et locales (Chef de secteur, Chefs de groupements et villages), les Communautés locales et l'équipe de mise en œuvre du projet avait conduit la réalisation de deux missions conjointes en 2023. Cette bonne collaboration avait accéléré le processus d'octroi des titres

de 2 CFCL (Bafawapada et Bafwabula) ; (iii) le renouvellement, respectivement en janvier et avril 2023 et le recrutement des quelques membres d'équipe de mise en œuvre (Join For Water) avait retardé l'avancement des activités la première année du projet.

L'efficience du projet est **satisfaisante**. La gestion du projet est jusque-là bonne et les activités sont réalisées à un coût acceptable. Il y a une sous-utilisation du budget au début du projet, mais la situation s'est améliorée depuis la fin de l'année 2023. Toutefois, il y a certes certaines activités qui sont sous-estimées (AGR, forages) pendant la formulation du projet, d'autres sont affectées par l'inflation et les conditions climatiques particulières. Face à cette réalité, au niveau opérationnel, des aménagements budgétaires ont été faits, en fonction des réalités du terrain, pour atteindre les objectifs du projet. Ces opérations (ajustements et réajustements) se font par autorisation expresse des bailleurs des fonds sur avis motivé du consortium d'exécution.

L'intégration des thèmes transversaux (femmes, jeunes et groupes vulnérables) est **satisfaisante**. A ce stade (mi-parcours), au niveau des thèmes transversaux, les effets du projet sont globalement positifs mais pas suffisants. En effet, en dehors d'appui en semences des cultures vivrières (maïs, arachide et riz), les femmes bénéficient aussi d'autres appuis en termes de cultures pérennes (cacao, palmier à huile). Elles sont impliquées dans les structures de gouvernance des CFCL. En outre, faut-il noter que les femmes sont une catégorie qui, au sein des ménages, sont chargées de puiser de l'eau. Le raccourcissement des distances des sources d'eau potable (forage construit au village) a eu un impact positif en leur facilitant l'accès et le transport. Le projet tient compte du facteur « âge » notamment à travers l'implication de la jeunesse dans ses activités. On compte également une bonne proportion des jeunes parmi les bénéficiaires du projet.

### **Leçons apprises et recommandations**

Pour l'instant, le projet a pris une allure de croisière avec l'exécution de toutes les activités et surtout avec les versements de certains fonds dans le compte de Tropenbos RDC pour éviter le retard de décaissement. Toutefois, certaines mesures de réorientation sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet. Pour cela, une série de recommandations opérationnelles a été formulée à l'endroit des membres du consortium (Join For Water, BOS+, Tropenbos RDC, Tropenbos International), du gouvernement (national et local) congolais et des autres acteurs clés (PAFL, opérateurs financiers, OSC, ONGI).

**SIGLES ET ACRONYMES**

AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AT	: Aménagement du Territoire
AT	: Assistant Technique
CAFI	: Central Africa Forest Initiative
CCPF	: Conseil Consultatif provincial des Forêts
CCRCC	: Commissions consultatives de résolution des conflits coutumiers
CDN	: Contribution Déterminée au niveau National
CFCL	: Concession des Forêts des Communautés Locales
CLIP	: Consentement Libre Informé au Préalable
COLO	: Communautés Locales
DPFC	: Division provinciale de la Foresterie communautaire
DPS	: Division Provinciale de la Santé
FONAREDD	: Fonds National REDD
GLA	: Green Livelihoods Alliance
JFW	: Join For Water
MEDD	: Ministère de l'Environnement et Développement Durable
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économique
ODD	: Objectif de Développement Durable
OSC	: Organisation de la société civile
PACL	: Peuples Autochtones et Communautés Locales
PAT	: Plan d'Aménagement du Territoire
PIREDD-O	: Programme Intégré REDD Oriental
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSG	: Plan Simple de Gestion
RDC	: République Démocratique du Congo
SEFOME PAC	: Sécurisation foncière et des moyens d'existence des peuples autochtones et communautés locales
SNHR	: Service national de l'hydraulique Rurale
TB RDC	: Tropenbos République Démocratique du Congo
TBI	: Tropenbos International
UE	: Union européenne
WL	: Working Landscapes

## **1. INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte et objectifs de la mission**

Le projet d'accompagnement des communautés forestières en République Démocratique du Congo (RDC) dans la protection et gestion des ressources en eau et forestières pour la résilience socio-écologique (CFCL-Tshopo) couvre le paysage de Bafwasende dans la province de la Tshopo, sur une période de 4 ans, soit de 2022 à 2026. Financé par l'Union européenne, ce projet est mis en œuvre par un consortium de Join For Water (JFW, lead), Tropenbos RDC, BOS+ et Tropenbos International.

Le projet « CFCL-Tshopo » se décline en trois produits, à savoir :

- P1. La coopération entre les collectivités locales (CL), les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) en matière de protection des forêts et des ressources en eau est améliorée
- P2. La résilience des communautés et des écosystèmes est renforcée
- P3. L'économie locale et l'accès durable aux ressources naturelles sont améliorés

Deux ans après la mise en œuvre du Projet, les membres du consortium (Join For Water, Tropenbos RDC, BOS+ et Tropenbos International) ont inscrit une évaluation à mi-parcours, qui jette un œil externe sur l'évolution du projet.

Cette évaluation à mi-parcours est une évaluation de projet qui s'inscrit dans le cadre de la redevabilité. Elle vise à apprécier le projet au regard de 4 critères de CAD/OCDE ; à savoir : (a) la pertinence, (b) la cohérence, (c) l'efficacité et (d) l'efficience. A ce stade (mi-parcours), il est trop tôt d'investiguer la durabilité et l'impact du projet.

### **1.2. Méthodologie**

Dans la pratique, la méthodologie développée tout au long de la mission comprend globalement les quatre rubriques suivantes : la préparation et planification de l'intervention ; la revue documentaire ; les entretiens et visites sur terrain, l'analyse et la synthèse des résultats et le débriefing/restitution.

#### **1.2.1. Préparation et planification de l'intervention**

Cette étape a consisté à l'organisation de réunions de cadrage entre l'équipe en charge de la mise en œuvre du projet, notamment Mrs. David Ushindi et Félicien Musenge, respectivement le Coordinateur Pays de JFW et le Chargé de programme de TB RDC et le consultant.

La première réunion s'est tenue à distance, via zoom ; elle a permis de partager la même compréhension des orientations des termes de référence de la mission. La deuxième réunion de cadrage a été organisée à Kisangani (RDC) avec l'équipe de Join For Water et Tropenbos RDC au cours de laquelle il a été question de procéder à la planification logistique de la mission, à la sélection des sites à visiter sur le terrain et à la mise en place d'un calendrier harmonisé de la mission en tenant compte des réalités de terrain (contexte sécuritaire et défis logistiques).

Le projet intervient dans 6 CFCL/IFC et deux villages riverains (Batama et Baego) répartis dans deux secteurs administratifs (Bekeni Kondolole et Bakundumu) du territoire de Bafwasende. Pour trois sites (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamogo) ayant bénéficié d'appuis des projets antérieurs (Working



Landscape), les titres de concession forestière de communauté locale ont été déjà acquis tandis que pour d'autres (Bafwabula, Bafwapada), le processus de la foresterie communautaire a été totalement pris en charge par le projet en cours (PCREF) mais avec le cofinancement de WL. En vue de toucher les diverses réalités, il a été décidé que les six sites fassent l'objet d'une étude approfondie.

### **1.2.2. Collecte de données**

La mission de terrain a été organisée du 18 au 30 août 2024 ; le consultant a bénéficié de l'appui des équipes de Join For Water et de Tropenbos RDC. Les données ont été collectées en faisant recours à l'approche mixte comprenant les méthodes qualitatives et quantitatives.

Les données quantitatives ont été recueillies par le biais d'une étude documentaire basée sur l'examen des différents documents et rapports existants (documents technique et financier du projet, rapports internes, rapports narratifs et financiers du projet, etc.).

Les données qualitatives (et quantitatives) ont été collectées par le biais d'entretiens semi-directifs (en face à face) et de groupes de discussion participatifs (focus groups). Les entretiens individuels (semi-structurés) ont été réalisés aussi bien à Kisangani que dans le paysage Bafwasende. Au total, 23 entretiens individuels ont été réalisés avec des personnes clés, notamment :

- l'équipe de Join for Water (le Coordinateur Pays de JFW, la conseillère technique et le Responsable Administratif et financier)
- l'équipe de TB RDC (le Directeur, le Chargé de Programme, l'Assistant en charge des AGR et les Assistants techniciens) ;
- l'équipe de TBI (le Chercheur facilitateur) ;
- les responsables des services techniques (le Conseil Consultatif Provincial des Forêts, la Coordination provinciale de la foresterie communautaire) ;
- les présidents des comités locaux de gestion de CFCL ;
- les chefs de groupements de Barumbi Tshopo, de Bafwatende 1 et Bafwatende 2 ;
- les responsables de deux entreprises en charge de la construction des forages.

Les réunions en face-à-face, à travers des focus groups avec les communautés locales ont été la méthode de consultation préférentiellement adoptée. Ont été conviés à ces réunions : les membres des assemblées communautaires de CFCL et des différents organes de gestion de CFCL (comité de gestion, comité de sages, comité de suivi et évaluation). Au total, 5 focus groups ont été organisés dans les CFCL suivantes : Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamogo, Bafwabula, et Bafwapada. Au total, 135 personnes dont 26% de femmes ont participé à ces focus groups. La faible participation des femmes aux entretiens reflète certainement leur niveau de participation et d'engagement au sein des CLD.

Les visites réalisées sur le terrain ont permis de vérifier l'effectivité de certaines réalisations, notamment les forages, les ruches d'abeille (apiculture), les plantations de cacao, les pépinières, les semences de cultures vivrières, etc.

**Tableau n°1 : Effectif et répartition des participants aux focus groups**

Sites/CFCL	H	F	Total
Barumbi Tshopo	27	6	33
Bapondi	19	11	30
Bafwamogo	17	11	28
Bafwabula	18	4	22
Bafwapada	19	3	22
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>35</b>	<b>135</b>

### 1.2.3. Analyse des résultats et grille de notation

La phase de terrain s'est conclue par une réunion de restitution, au Bureau de JWF à Kisangani avec l'équipe du projet : un partage à chaud des observations et constats, des leçons apprises et des recommandations de la mission. Par la même occasion, la mission a recueilli les informations complémentaires sur les réalisations du projet et les recommandations de l'équipe en charge du projet (JFW, TBI et TB RDC).

La mission a par la suite procédé à la compilation et analyse approfondie des résultats selon les principales questions d'évaluation. Conformément aux termes de référence, les performances du projet CFCL-Tshopo sont analysées conformément aux critères classiques d'évaluation qui sont : la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience.

Une indication du niveau de d'appréciation général est proposée pour chacun des critères selon une grille de satisfaction traduite sur une échelle à 6 niveaux allant de très satisfaisant/excellent à très insatisfaisant/très mauvais (tableau n°2).

**Tableau n°2 : Echelle de notation**

Echelle	Appréciation/commentaires
6	Très satisfaisant (TS) : dépasse les attentes et/ou ne présente aucune lacune
5	Satisfaisant (S) : répond aux attentes et/ou ne présente pas ou peu de lacunes
4	Modérément satisfaisant (MS) : répond plus ou moins aux attentes et/ou présente quelques lacunes
3	Modérément insatisfaisant (MI) : un peu en dessous des attentes et/ou des lacunes importantes
2	Insatisfaisant (I) : nettement inférieur aux attentes et/ou lacunes importantes
1	Très insatisfaisant (TI) : graves insuffisances

### 1.3. Contraintes et défis

La mission d'évaluation n'a globalement connu de grosses difficultés. La principale limite de l'évaluation est le mauvais état de la route reliant la ville de Kisangani à la zone d'intervention du projet à certains endroits. Pour contourner cette difficulté, l'équipe de la mission s'est adaptée en utilisant les motos pour parcourir certaines distances et ainsi, atteindre certaines communautés.

## **2. CONTEXTE, LOGIQUE D'INTERVENTION ET GROUPES CIBLES**

### **2.1. Description du contexte**

Le paysage de Bafwasende, dans la province de la Tshopo, en République démocratique du Congo (RDC), est l'une des régions les plus pauvres et sous-développées du pays. Avec ses 6 secteurs (Bakundumu, Bekeni-Kondolole, Bakumu d'Angumu, Bafwandaka, Barumbi-Tshopo et Bemeli), il s'étend sur une superficie de 47 087 km<sup>2</sup> et possède une couverture forestière d'environ 98%. En plus d'être l'habitat naturel et le réservoir des ressources naturelles pour les Peuples Autochtones et Communautés Locales (PACL), ces forêts jouent également un rôle crucial dans la stabilité du climat, le cycle d'eau, la biodiversité et les écosystèmes bien au-delà de leurs frontières.

Mais, les forêts, leurs ressources forestières et hydriques, et la biodiversité sont aujourd'hui menacées par les activités humaines telles que l'agriculture sur brûlis, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la chasse, la pêche, la carbonisation du bois énergie, l'urbanisation et la croissance démographique. L'absence de gouvernance efficace et la pauvreté entravent le développement des PACL ainsi que la conservation et la gestion durable de leur habitat forestier.

Le cadre juridique de la foresterie communautaire, initié par le gouvernement congolais en 2014, est actuellement un instrument important qui, par la création de concessions forestières gérées par les communautés locales (CFCL), reconnaît les droits des PACL à accéder et à gérer durablement les ressources forestières naturelles. Les CFCL sont particulièrement importantes pour les femmes en ce qui concerne la sécurité alimentaire et les Activités Génératrices de Revenus (AGR), et pour les jeunes en vue de leur intégration future dans les organes de gouvernance locale et la prise de décision aux niveaux local et régional. Suite à la demande des PACL, les membres du consortium (Join For Water, Tropenbos RDC, Tropenbos International, BOS+) ont déjà accompagné plusieurs communautés à obtenir la reconnaissance des CFCL dans la province de la Tshopo.

C'est dans ce cadre que le projet « CFCL-Tshopo » a été initié par le consortium avec l'appui financier de la Commission européenne (EuropeAid/172021/DD/ACT/CD). D'une durée de 4 ans, soit de 2022 à 2026, le projet se concentre sur 6 CFCL situées dans les territoires de Bafwasende (secteur de Bekeni-Kondolole et Bakundumu) dans la province de la Tshopo. L'objectif du projet est de contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC par l'augmentation de la résilience communautaire des PACL dans la province de la Tshopo grâce à ; (i) l'amélioration de la coopération entre les PACL, les OSC et les autorités locales (AL) en matière de protection des forêts et des ressources en eau ; (ii) l'amélioration de la résilience des paysages forestiers et de leurs ressources en eau, par la réhabilitation des zones dégradées, la désignation des zones pour diverses activités, la transformation des pratiques agricoles, la protection des ressources en eau et (iii) la diversification de l'économie locale et sa dépendance limitée aux ressources naturelles vulnérables.

### **2.2. Stratégie et logique d'intervention**

#### **2.2.1. Stratégie d'intervention**

Les différentes observations et opinions montrent que la stratégie d'intervention et pilotage du projet repose sur un ensemble de partenaires (Join For Water, BOS+, Tropenbos RDC et Tropenbos International) qui privilégient la création des conditions de mise en œuvre des activités de façon efficace et efficiente. En effet, le mécanisme de coordination du projet laisse apparaître que le projet

CFCL-Tshopo s'inscrit dans un système de synergie qui s'appuie sur l'expérience spécifique et nécessaire de chaque partenaire dans la mise en œuvre des programmes similaires.

L'analyse du cadre organisationnel permet de constater que le rôle et les responsabilités respectives de chaque partenaire sont bien définis à travers un Protocole d'Accord qui établit bien les points de rencontre et d'harmonisation afin d'assurer une cohérence.

Au niveau opérationnel, Join For Water (JFW) a été chargé de la coordination de l'action et est responsable des actions liées à la protection et à la gestion des ressources en eau et de l'apport d'un soutien académique. De par son expérience dans le paysage, Tropenbos RDC (TB RDC) est responsable de l'accompagnement des CFCL, de l'instauration d'une approche des droits, de l'appui à l'élaboration de plans de gestion simples, de l'ingénierie sociale, de la valorisation de l'apport académique, de la promotion de l'entrepreneuriat et des AGR. Sur le terrain, TB RDC s'appuie sur une équipe d'Assistants Techniques (AT) qui supervisent la mise en œuvre des activités dans les six CFCL. Cela permet de répondre rapidement et qualitativement aux besoins exprimés par les bénéficiaires du projet. BOS+ a la responsabilité de fournir des intrants liés à la réhabilitation et à la protection des forêts et à l'agroforesterie. En tant qu'organisation mère de Tropenbos RDC, Tropenbos International (TBI) fournit un soutien méthodologique et stratégique au projet et à ses activités, participe aux activités de suivi, d'évaluation et d'adaptation du projet et contribue à assurer une collaboration efficace au sein du consortium.

On ne constate pas de chevauchement de responsabilités, chaque partenaire joue sa partition en vue d'atteindre avec efficacité et efficience les objectifs du programme. Toutefois, des mécanismes de transfert de capacités (renforcement mutuel) d'un membre du consortium à un autre ont été mis en place et appliqués.

### **2.2.2. Logique d'intervention**

L'intervention du projet repose sur un modèle participatif et inclusif dans lequel la participation active des PAFL et des AL, la sécurité et la paix dans la région sont nécessaires pour son succès. Ce modèle est basé sur (i) la sensibilisation, l'information et l'empowerment ; (ii) le lobbying et le plaidoyer ; (iii) la recherche et la gestion des connaissances ; (iv) la conception et la mise en œuvre des meilleures pratiques et (v) le renforcement mutuel des capacités.

Le consortium veut contribuer au changement par la mise en œuvre des activités complémentaires : la restauration de la forêt, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et les AGR. Les activités de restauration de la forêt ne fourniront des avantages tangibles aux bénéficiaires qu'à moyen terme. Tandis que les activités telles que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et les AGR visent à améliorer le bien-être immédiat des PAFL.

### **2.3. Groupes cibles et bénéficiaires finaux**

Les groupes cibles du projet sont constitués des habitants de deux villages (Batama et Baego) et six CFCL/IFC (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamongo, Bafwabula, Bafwapada et Bafwaboli) qui ont accès aux services écosystémiques restaurés.

La population cible est composée de producteurs, cueilleurs, pêcheurs (1.667), étudiants et enseignants (725), chefs coutumiers et religieux (25), chefs coutumiers et religieux (25), autorités locales des secteurs et territoires (4 entités), agents de services de l'Etat (15).

Les bénéficiaires finaux du projet sont tous les habitants de 6 CFCL dans la province de la Tshopo et des villages environnants qui ont accès aux services écosystémiques restaurés (plus de 10.000 personnes).

### 3. RESULTATS DE L'EVALUATION

#### 3.1. Progression vers les objectifs et résultats attendus

Le projet « CFCL-Tshopo » se décline en trois produits, à savoir :

- P1. La coopération entre les collectivités locales (CL), les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) en matière de protection des forêts et des ressources en eau est améliorée
- P2. La résilience des communautés et des écosystèmes est renforcée
- P3. L'économie locale et l'accès durable aux ressources naturelles sont améliorés

A mi-parcours, la mission a noté que le projet a réalisé des progrès notables, malgré le retard enregistré dans l'appui aux AGR. Les progrès réalisés et leurs pertinences par rapport aux grands résultats sont analysés et résumés dans le tableau en annexe 1.

#### Le Pertinence

La pertinence du programme est jugée **très satisfaisante**. Les activités développées répondent bel et bien aux attentes et priorités des bénéficiaires, aux besoins et priorités globales.

#### ***Q3.2.1 Est-ce que l'accompagnement du projet aux comités de gestion des CFCL, des IFC et aux autres organisations de la société civile contribue à une meilleure protection et gestion des forêts et leurs ressources dont l'eau ?***

L'accompagnement du projet aux comités des CFCL, IFC et aux autres organisations de la société civile contribue dans une certaine mesure à une meilleure protection et gestion des forêts et leurs ressources en eau. Ceci passe par l'acquisition des titres de CFCL (sécurisation juridique), l'élaboration des Plans Simples de Gestion (affectation des terres), la mise en place des organes de gestion en vue de piloter la gestion, la protection des berges (zone de protection dans la CFCL) et forage ainsi que la sensibilisation WASH sans oublier la collaboration avec le système d'enseignement.

5 CFCL sur 6, toutes disposent des PSG dont 3 (Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo) validés depuis août 2023 et approuvés par le chef de secteur de Bekeni Kondolole depuis mai 2024 et 2 autres en instance de validation (Bafwabula et Bafwapada). Les différentes zones de protection sont respectées, quand bien même, il y a encore quelques soucis avec certaines autorités locales qui essaient de bloquer et entraver le processus et de fois des ingérences externes qui tentent de décourager les communautés. Mais les communautés comprennent de plus en plus la nécessité de protéger les ressources naturelles (RN) et agissent pour leur conservation. L'accompagnement suscite une prise de conscience généralisée des communautés sur le bien-fondé de protéger leur patrimoine forestier commun.

#### ***Q3.2.2. Comment les activités du projet rencontrent-elles les besoins et aspirations des communautés, OSC et autorités locales tout en intégrant la dynamique genre pour la gestion durable des écosystèmes ?***

Les actions développées par le projet rencontrent les besoins et aspirations des communautés, OSC et autorités locales. En effet, les communautés locales de la zone du projet font face aux menaces d'accaparement des terres et certaines ingérences et conflits dans la gestion de CFCL. Ainsi, le projet visant la conservation des ressources en eau et forêts à travers la sécurisation juridique des forêts et des terres est une réponse appropriée aux menaces d'accaparement des terres et toutes les formes

de spoliations foncières auxquelles les communautés locales sont confrontées. En effet, face aux bradages des terres et des forêts par les élites en complicité avec les chefs locaux, l'urgence est de sécuriser juridiquement les forêts pour les générations actuelles et futures. Aussi, les actions du projet, à travers notamment les tables rondes et un plaidoyer auprès des autorités compétentes ont permis de décanter la situation des ingérences et conflits sur le terrain.

Dans un contexte marqué par la pauvreté, les activités génératrices de revenus (AGR) développées par le projet offrent des opportunités économiques aux communautés locales. L'appui en semences aux cultures pérennes (cacao, café et palmier à huile) et vivrières (maïs, riz et arachide); l'assistance à l'artisanat local en balbutiement ; la formalisation des OSC permettent d'améliorer et de diversifier les sources des revenus des communautés locales. A ce jour, les premiers champs de cacao (appuyés par les autres programmes antérieurs Working Landscapes, PIREDD-Oriental et Green Livelihood Alliance) produisent déjà.

Les interventions en matière de l'eau (forages) tombent également à point nommé vu le déficit criant en matière de l'eau avec les maladies hydriques qui s'accompagnent. Dans le contexte local de la Tshopo (Bafwasende) où la Regideso est absente, ces forages permettent aux communautés de résoudre le problème d'accès à l'eau potable.

Dans tous les sites CFCL, les communautés ont acquis certaines compétences de gestion de leurs structures et appliquent de plus en plus les règles de gestion durable par eux-mêmes avec ou sans l'appui et sous l'impulsion des accompagnateurs du projet. Les groupes négligés/vulnérables - notamment les femmes et les jeunes participent progressivement aux processus décisionnels.

***Q3.2.3. Dans quelle manière la conception du projet a reflété les enseignements tirés des expériences antérieures ?***

Lors de la conception du projet, on a tenu compte des plaintes des communautés données à Tropenbos RDC qui était déjà opérationnelle dans le paysage avec d'autres projets similaires (Working Landscapes, PIREDD-O, GLA). Aussi y avait-il eu des échanges préalables avec les communautés du paysage pour identifier leurs besoins réels. C'est ainsi qu'ont été intégrés certains aspects importants pour la gestion durable des forêts tels les appuis en matière de l'eau (forages, protection des berges, etc.) ; la collaboration avec le système d'enseignement et la coopération avec les autorités, les communautés et les OSC locales.

***Q2.3.3. Dans quelle mesure le projet a tenu compte des besoins spécifiques et des vulnérabilités des groupes cibles ?***

La vulnérabilité des communautés était plus liée aux aspects de la défense de leurs droits, d'accès à l'eau de qualité et de la gestion des écosystèmes forestiers et d'eau douce. Les actions menées par le projet jusque-là tiennent compte des besoins spécifiques approuvés par les communautés lors de l'élaboration du projet, tels que l'appui en AGR pour améliorer leurs moyens d'existence, les forages pour pourvoir au besoin en eau potable, la gouvernance inclusive pour l'intégration du genre et des groupes marginalisés dans la gestion des ressources écosystémiques, etc.

***Q2.3.4. Comment est améliorée la capacité des autorités locales d'assurer leur rôle de levier de développement local en interaction avec les communautés et les OSC ?***

La capacité des autorités locales est améliorée au travers des formations, ateliers, sensibilisations et séances de renforcement des capacités qu'ils reçoivent sur leurs rôles dans le développement de leurs

entités. Les autorités sont aussi impliquées dans les actions menées en faveur des communautés et OSC dans le but de protéger les ressources écosystémiques.

Dans certains cas de conflit, le projet est intervenu en mettant en place des facilitations soit de la part de la Division de Foresterie Communautaire (DFC) ou le Conseil Consultatif Provincial des Forêts (CCPF). Ainsi, plus de deux conflits entre les différentes parties ont été réglés et un chef de secteur qui bloquait le processus de la foresterie communautaire a été remplacé.

Le soutien au dialogue politique, notamment la participation à des forums nationaux (tables rondes multi-acteurs sur la foresterie communautaire, etc.), permet également d'améliorer les capacités à travers les échanges d'expériences.

### ***Q2.3.5. Comment le projet influence-t-elle sur la redevabilité des pouvoirs publics vis-à-vis des communautés locales ?***

Les actions du projet en termes de sensibilisation et formation ont permis de renforcer les capacités des communautés locales sur les droits des PAQL. De plus en plus, ces communautés s'impliquent dans les actions de plaidoyer et lobbying auprès des autorités locales, ce qui rend les autorités de plus en plus redevables. Fort de leurs expériences, les Communautés Locales (CL) des terroirs appuyés par le projet ne se laissent plus manipuler ou intimider facilement. Elles ont appris à revendiquer leurs droits vis-à-vis de n'importe quelle autorité publique. Cet éveil de conscience de la base impacte le comportement des autorités locales. Elles deviennent quelque peu regardantes de leurs propres actions. C'est le cas par exemple du président de la CFCL Barumbi-Tshopo vis-à-vis de l'ancien chef de secteur de Baego.

## **3.2. Cohérence**

La cohérence du projet est jugée **très satisfaisante**. Le projet est compatible avec d'autres projets et programmes et s'aligne parfaitement sur les politiques et plans nationaux et provinciaux, expression des priorités gouvernementales.

### ***Q3.3.1 La logique d'intervention, est-elle en cohérence avec les politiques nationales et provinciales (foresterie communautaire, approvisionnement en eau potable, développement socio-économique, REDD+, CDN, ...) ?***

Le projet CFCL reste cohérent et s'aligne parfaitement sur les politiques et plans nationaux et provinciaux, expression des priorités gouvernementales. En matière de la résilience au changement climatique notamment la CDN RDC, la stratégie nationale REDD+, le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques 2022-2026 (RDC, 2021), le Plan National Stratégique de Développement « PNSD » (2019-2023) et son cinquième pilier « Protection de l'environnement, lutte contre les changements climatiques, développement durable et équilibre », les Stratégie et plan nationaux sur la biodiversité.

En conformité avec ces politiques et plans nationaux et provinciaux susmentionnés, l'objectif global du projet consiste à contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC par l'augmentation de la résilience communautaire des PAQL dans la province de la Tshopo. En conformité avec la Stratégie nationale relative de la foresterie communautaire, le projet consiste à l'accompagnement des communautés locales et des PA dans l'acquisition (titres de CFCL) et la mise en valeur des concessions forestières des communautés locales (PSG).



Au niveau provincial, le projet CFCL-Tshopo s'aligne sur le plan national de développement de la province de la Tshopo ainsi que son Schéma provincial d'aménagement du territoire et ses cartes d'utilisation des terres, sans oublier le plan territorial d'aménagement du territoire et les cartes d'utilisation des terres de Bafwasende.

Les efforts menés par le projet, notamment dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'eau potable (forages) s'alignent bien sur la constitution de la RDC qui, dans son article 40 consacre à chaque congolais le droit d'accès à l'eau potable. Ces efforts visent à répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD #3 et #6) : ODD3 - Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges et l'ODD6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

En outre, à travers l'initiation de la gestion forestière durable, la restauration des espaces dégradés avec des cultures pérennes et l'initiation à l'agroforesterie, à l'entrepreneuriat grâce au développement des Activités Génératrices de Revenus (AGR), le projet CFCL-Tshopo s'aligne sur les ODD 1, 2, 13 et 15.

***Q3.3.2. Dans quelle mesure le projet est complémentaire aux interventions des autres partenaires techniques et financiers en RD Congo et aux autres actions mises en œuvre par les membres du consortium dans le territoire de Bafwasende ?***

Le projet CFCL-Tshopo (2022 – 2026) reste complémentaire aux autres programmes mis en œuvre par d'autres partenaires techniques et financiers. En effet, les activités du projet principalement celles relatives aux pratiques agricoles durables et à la réduction de la déforestation à travers les CFCL, à la gouvernance inclusive pour une gestion durable, etc. s'alignent sur les politiques des autres bailleurs tels que la CAFI, le FONAREDD, l'UE, etc. en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation forestière. En effet, les Projets Intégrés REDD+, financés par CAFI/FONAREDD sont l'une des deux composantes de la programmation de la Stratégie Nationale REDD+ (2012) et de son Plan d'Investissement (2013, révisé en 2015). L'objectif de ces documents, comme celui de CFCL-Tshopo, est de stabiliser la déforestation et d'améliorer les revenus des populations en RDC.

Il convient de noter que le projet CFCL-Tshopo s'inscrit dans la suite logique des interventions de l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FOA) dans le paysage de Bafwasende, notamment dans le secteur de Bekeni Kondolole. En effet, durant deux ans (2015 - 2016), les interventions de la FAO dans ce secteur (Bekeni Kondolole) ont consisté en la sensibilisation des communautés locales sur la foresterie communautaire, l'inventaire multi-ressources, la cartographie participative, la préparation du dossier et l'acquisition de titre de CFCL pour les trois communautés (Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo). Malheureusement, le processus suivi par la FAO, notamment au niveau de la signature des titres de CFCLs n'était pas conformément aux exigences en la matière. Lors de son intervention, le programme Working Landscape (cofinancement du programme PCREF) est venu corriger le processus jusqu'à l'obtention de bons titres de CFCLs en 2020. Dans cette même logique, le projet CFCL-Tshopo a permis aux communautés locales de disposer des Plans Simples de Gestion (PSG) de leurs concessions, approuvées par le chef de secteur de Bekeni Kondolole : cas de Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwabula en août 2024.

Les actions du projet CFCL-Tshopo sont complémentaires à celles mises en œuvre par les membres du consortium dans la province de la Tshopo en général et le territoire de Bafwasende en particulier. Il

s'agit notamment du programme quinquennal 2022-2026 « Protéger et gérer eau et forêt pour renforcer la résilience socioécologique en RDC (Tshopo & Kwilu) » mis en œuvre par Join For Water, BOS+ et Tropenbos RDC et cofinancé par le gouvernement belge. Dans la même zone (Province de la Tshopo/paysage Bafwasende), TB RDC a implémenté des projets tels Working Landscapes (WL), Green Livelihoods Alliance (GLA) et PIREDD-Oriental. Actuellement, ce membre du consortium est engagé dans le projet (en cours) de Sécurisation foncière et des moyens d'existence des peuples autochtones et communautés locales (SEFOME PAC) et PROFEAAC. Au-delà de leurs spécificités, tous ces programmes s'attèlent sur la gouvernance des ressources forestières pour renforcer la résilience socio-écologique et améliorer les conditions de vie des communautés. Ils mettent le focus sur l'agroforesterie, la foresterie communautaire, le soutien aux AGR, la promotion et formalisation de l'exploitation artisanale du bois d'œuvre, la gouvernance inclusive locale, la défense des droits fonciers, forestiers et environnementaux des communautés, etc. Mais la protection des sources et des berges ainsi que les forges sont des activités spécifiques à la stratégie PURE qui complètent les autres actions mises dans le cadre ces autres projets.

***Q3.3.3. Comment le projet s'insère-t-il dans les politiques locales, provinciales nationales se rapportant à la gestion des ressources naturelles et aux accords et traités internationaux dont la RDC est partie prenante tels que : ODD, objectif 30x30 du cadre mondial sur la biodiversité Kunming-Montréal, etc. ?***

Le projet s'insère dans les politiques locales, provinciales et nationales en menant diverses activités sur le terrain : la lutte contre la déforestation et la dégradation des écosystèmes ; la sensibilisation des communautés sur la protection des ressources en eau, forestières ; la foresterie communautaire, les appuis des communautés en AGR, la promotion de l'agroforesterie/agroécologie, etc. La sécurisation foncière et la planification spatiale qui en découle lors de l'élaboration des PSG contribuent à la conservation de la biodiversité, des objectifs 30x30 (plus de 30% des CFCL attribuées sont mis en conservation après micro-zonages), etc.

### **3.3. Efficacité**

L'efficacité du projet est **satisfaisante**. Le projet est bien efficace pour fournir les résultats prévus/souhaités en dépit des difficultés qui ont émaillé son exécution.

***Q3.4.1. Les activités du projet contribuent-elles au renforcement de la gouvernance inclusive, concertée et durable des ressources naturelles et des territoires dans la province de la Tshopo ?***

Certainement, la gamme des activités menées (implication des femmes, jeunes et groupes marginalisés dans la gestion durable des ressources écosystémiques) renforce bien la gouvernance inclusive, concertée pour une gestion durable des ressources naturelles dans la zone du projet, le territoire de Bafwasende en particulier et la province de la Tshopo en général.

La stratégie d'intervention privilégie le consentement des bénéficiaires ; ne pas déranger ou bousculer l'équilibre qui tient en harmonie les communautés Locales. Toute intervention commence par le consentement libre informé et préalable (CLIP). Il est toujours demandé à tous les membres des Communautés Locales de donner leur avis sur toutes les activités à exécuter (l'accent étant mis sur les femmes, jeunes et les groupes marginalisés dont les PA). Les grandes décisions sur les CFCL ont été prises de manière concertée en assemblée générale. Aussi, pour la protection de berges, les

communautés locales ont été consultées pour les choix des essences et de la zone à protéger à titre pilote.

Les autorités locales et provinciales sont également consultées et impliquées, selon leurs compétences respectives, aux différentes activités du programme.

***Q3.4.2. Comment le projet contribue-t-il à l'amélioration du niveau de collaboration entre les communautés, les acteurs de la société civile et les autorités locales autour de la gestion des ressources naturelles ?***

Le projet contribue de plusieurs manières à l'amélioration du niveau de collaboration entre les parties prenantes (communautés locales, acteurs de la société civile et autorités locales) sur la gestion des ressources naturelles. En effet, plusieurs activités sont réalisées ou appuyées par le projet : les appuis des sessions du conseil consultatif provincial des forêts (CCPF), des commissions consultatives de résolution des conflits coutumiers (CCRCC), les missions de conciliation des membres des PACL avec les autorités coutumières (cas du chef de groupement Barumbi Tshopo et le président de CFCL par exemple). Il y a aussi des actions de plaidoyers et lobbying menées auprès des autorités en faveur de la gestion des ressources naturelles. Il faut signaler dans ce registre, la grande activité qui se tient annuellement, à la suite de ce qui se fait sur le terrain, la Table ronde multi acteurs sur la foresterie communautaire (pour l'expression de la communauté, conseils et écoute des autres parties) qui se tient au niveau national et provincial.

***Q3.4.3. Comment le projet renforce-t-il la résilience socio-écologique des communautés autour des CFCL accompagnées par le projet ?***

Toutes les activités du projet visent le renforcement de la démocratie à la base en favorisant la résilience socio-écologique dans le contexte du changement climatique. En effet, en plus des sensibilisations, formations et renforcements des capacités sur les pratiques résilientes, le projet accompagne les CFCL avec les activités susceptibles de renforcer la résilience socio-écologique des communautés et leur environnement. Les renforcements des compétences permettent la prise des conséquences sur les chocs et les stratégies ou actions d'atténuation. Les appuis en AGR, agroforesterie et restauration du paysage voire surveillance des CFCL permettent de réduire la pauvreté ainsi que la pression sur les écosystèmes tout en mettant en pratique les actions de mitigation face aux chocs climatiques.

Les activités de protection des berges et d'analyse chimique et bactériologique de l'eau de la rivière Tshopo s'inscrivent dans la logique de renforcement de la résilience socio-écologique des communautés locales et leur environnement.

***Q3.4.4. Quel est l'apport du projet sur l'amélioration de conditions de vie des communautés locales***

Les différents appuis en AGR (cultures vivrières, pérennes et filières forestières), la construction des forages, l'agroforesterie, les formations sur l'entrepreneuriat, etc. sont des apports importants susceptibles de contribuer à l'amélioration de conditions de vie des communautés locales. Même si les AGR forestières (rotin, apiculture, pisciculture) évoluent timidement, on enregistre déjà des améliorations sur la production agricole à la suite des appuis offerts (semences améliorées). Au total, 227 paysans dont 16% de femmes ont été appuyés en 2023 sur les filières des cultures pérennes : cacao (96 paysans), palmier à huile (109 paysans) et café (20 paysans). Les paysans bénéficiaires des

plantules ont cultivé une superficie de 133,4 ha : cacao (6 ha), palmier à huile (107,4 ha) et café (20 ha). Les communautés s'impliquent davantage dans le développement des cultures de rente (cacao et palmier à huile notamment) pour l'amélioration des moyens d'existence. Les revenus générés par les activités implémentées vont permettre certainement d'améliorer les conditions de vie (modernisation de l'habitat, scolarisation des enfants, alimentation suffisante et améliorée).

L'accès à l'eau potable à travers les forages est cité parmi les grandes sources de satisfactions des communautés locales dans le cadre de ce projet. L'amélioration de l'accès à l'eau potable a pour objectif de participer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé des communautés locales ciblées par le projet. En effet, l'eau potable permettra de faire reculer les maladies d'origine hydrique qui ravagent surtout les enfants de moins de 10 ans. Ceci aura impact positif sur l'amélioration de la santé.

**Q3.4.5. Quelles sont les contraintes et défis auxquelles le projet fait face au cours de sa réalisation ?**

Le projet fait face à plusieurs contraintes et défis dont les plus importants sont :

- L'insuffisance de budget pour réaliser certaines activités par rapport aux résultats attendus. C'est le cas notamment de forages dont les coûts ont été sous-estimés, mais aussi des AGR forestières ;
- La rareté de certaines semences sur le marché pendant que le projet en a besoin (cacao à l'INERA Yangambi, arachides, safoutier, oranger et certains arbres à croissance rapide) ;
- La difficulté pour les communautés de se désolidariser du système de brûlis pour ouvrir les champs agricoles ;
- La résistance des certains membres de communautés à la foresterie communautaire, surtout ceux qui sont influencés par les exploitants forestiers et certains hommes politiques, chefs traditionnels qui se voient déposséder de leurs pouvoir d'exploitation abusive des ressources forestières pour leurs intérêts personnels ;
- Le retard parfois enregistré dans l'envoi des fonds du projet est un souci ;
- La lenteur administrative des autorités qui sont appelées à agir sur l'accomplissement de certaines activités pose problème ;
- L'instabilité des institutions de la province pose de sérieux problèmes de compréhension du projet par les autorités nouvellement établies. Il faut chaque fois organiser des séances d'information et formation des autorités et les sensibiliser sur la nécessité de leur implication dans les actions entreprises ;
- Certaines autorités veulent être payées par le projet pour poser les actes pour lesquels l'Etat les a recrutés et affectés à ce poste, suite à la situation non-mécanisation (non prise en charge financière par l'Etat, pas de salaire) ou de bas salaires leur alloués par l'Etat ;
- Les perturbations climatiques qui changent les saisons culturales ;
- Le délabrement avancé de l'état de la route nationale (RN4), surtout en saison de pluies, ne facilite pas l'accès dans la zone du projet.

**Q3.4.6. Quels sont les différents changements ou événements saillants qui ont impacté sur le déroulement des activités et comment est-ce que le projet a pu s'adapter à ces nouveaux contextes ?**

En dehors de l'expérience et la fine connaissance du paysage de Bafwasende par les partenaires de mise en œuvre du projet, TB RDC notamment, plusieurs facteurs internes et externes ont impacté,

négativement ou positivement, sur le déroulement des activités et le progrès vers les résultats du projet. On peut noter les facteurs ci-après :

- Les plaidoyers effectués par l'équipe du projet en collaboration avec les communautés locales au niveau élevé (gouverneur de province et son cabinet), l'organisation des tables rondes, etc. ont aidé en partie pour le changement du chef de secteur de Bekeni Kondolole. Ce changement de l'autorité locale (le chef de secteur de Bekeni Kondolole) a permis la validation et l'approbation de 3 PSG de 3 anciennes CFCLs.
- L'amélioration de la collaboration entre les autorités provinciales (ministre de l'Environnement, cabinet du Gouverneur, Point Focal Foresterie Communautaire) et locales (Chef de secteur, Chefs de groupements et villages), les Communautés locales et l'équipe de mise en œuvre du projet avait conduit la réalisation de deux missions conjointes en 2023. Cette bonne collaboration avait accéléré le processus d'octroi des titres de 2 CFCL (Bafawapada et Bafwabula).
- Le renouvellement, respectivement en janvier et avril 2023 et le recrutement des quelques membres d'équipe de mise en œuvre (Join For Water) ont retardé l'avancement des activités la première année du projet. Après le recrutement, l'équipe du projet a effectué quelques ateliers pour une meilleure compréhension du projet pour tous les membres de l'équipe.

***Q3.4.7. Quels mécanismes existent pour permettre aux bénéficiaires de déposer une plainte ou une suggestion concernant le projet ? Dans quelle mesure les idées et les retours des bénéficiaires ont été intégrés dans la logique du projet pendant la phase de mise en œuvre ?***

Dans le contexte de la Province de la Tshopo, les situations conflictuelles peuvent survenir à tout moment pendant la période de mise en œuvre du projet. Pour gérer avec efficacité et efficience ces situations, à travers le dialogue, un mécanisme de gestion de plaintes (MGP) a été mis en place. Ce mécanisme, permet de fournir un système opérationnel, transparent, participatif et accessible pour l'enregistrement et le traitement des réclamations et griefs des parties prenantes.

Dans la pratique, le système de signalement est organisé sous la responsabilité du référent éthique de TB RDC en collaboration avec la direction. Sur le terrain, les Assistants Techniques (AT), chargés de recueillir les plaintes des bénéficiaires, tentent de gérer les premières urgences et font remonter l'information au niveau éthique pour la recherche d'une solution durable. En outre, les numéros de téléphone du référent éthique sont communiqués aux bénéficiaires qui peuvent le contacter directement pour un signalement. Au bureau de Tropenbos RDC à Kisangani, la boîte à suggestions est placée dans la véranda (à l'entrée du bureau) et les parties prenantes peuvent y mettre leurs messages de suggestion ou leurs plaintes. En cas de plainte, le référent éthique est responsabilisé de suivre de près le dossier et de formuler les recommandations idoines à la direction.

Toutefois, au niveau de la communauté bénéficiaire, certains ménages ne sont pas au courant de cette possibilité : de « se plaindre au sujet de l'intervention » et « par quel canal ».

***Q3.4.8. Quelles stratégies sont mises en œuvre par le projet pour assurer le renforcement des capacités locales et garantir la durabilité des acquis du projet ?***

Le renforcement des capacités locales est assuré au travers des séances de sensibilisation, conscientisation, formation et échange d'expériences entre les acteurs politiques, de la société civile

et les communautés locales.

L'ancrage du projet au niveau local (groupements et secteurs), territorial et provincial est incontestablement un facteur positif du point de vue de la durabilité et la collaboration directe avec les structures de gouvernance (Comités de gestion des CFCL), les autorités locales ainsi que la proximité du terrain sont des éléments importants en termes de pérennité des actions. En effet, les observations du terrain montrent que le projet s'appuie sur les structures de gouvernance – Comités de gestion des CFCL notamment - pour garantir l'appropriation locale des résultats de l'action. Certes, le Comité de gestion de CFCL est une structure de gouvernance démocratique locale, regroupant toute les forces vives de chaque village/groupement, il constitue une force incontournable pour la poursuite et la durabilité des résultats du projet.

Les signaux de terrain sont bons car les PACL sont sensibilisés sur la problématique des droits fonciers et forestiers, de changement climatique et de la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles. La prise de conscience par les PACL de leurs droits fonciers et forestiers et leur engagement dans les activités agricoles (cultures pérennes, agroforesterie, cultures vivrières, etc.) ainsi que dans le développement de certaines AGR forestières (apiculture, rotin et pisciculture) pour l'amélioration de leurs moyens d'existence sont des atouts majeurs de durabilité des actions du projet.

Le partenariat « Join For Water, BOS+, TBI et TBRDC » dans le cadre du projet présente un grand atout non seulement pour la pérennisation des acquis du projet mais surtout en le complétant notamment en ce qui concerne la protection et la conservation des ressources en eau, le soutien au petit entrepreneuriat.

Sur le plan sociopolitique, le projet est mis en œuvre en collaboration avec les services techniques provinciaux (la Coordination de la foresterie communautaire « CFC », l'office nationale de l'hydraulique rurale « ONHR », la Division Provinciale de la Santé « DPS ») et locaux (l'Administrateur de territoire, les chefs de secteurs et des groupements). La collaboration avec ces services est un signal social fort pour l'intégration et pour assurer la durabilité sociopolitique pour l'après projet.

Les capacités des partenaires locaux se sont certes améliorées mais beaucoup reste à faire surtout au regard du processus de la foresterie communautaire qui est encore nouveau et dans sa phase expérimentale en RDC.

Par ailleurs, les aspects à faible probabilité de durabilité sont principalement liés à l'engagement de l'Etat dans la mise en œuvre de ses politiques et lois, notamment la CDN et autres. La Coordination de la foresterie communautaire par exemple n'a pas suffisamment de moyens (financiers et logistiques) pour garder l'élan qui avait déjà été engagé. Sans aucune motivation financière, il existe une incertitude quant à l'engagement des agents de cette coordination aux activités du projet. Les causes principales sont notamment la faible volonté politique, le nombre important d'agents engagés par l'Etat et travaillant pour lui mais non payé durant plusieurs années. A ceci, il faudrait ajouter les autorités coutumières qui ont du mal à accepter l'innovation portée par la foresterie communautaire ainsi que des conflits latents alimentés de fois par des élites vivant à Kisangani et Bafwasende.

**Q3.4.9. Quelles sont les mesures de réorientation (renforcement des capacités, financement, support logistique, approche d'accompagnement, etc.) nécessaires, à ce qui a été réalisé pendant la mise en œuvre du projet jusqu'à présent, pour atteindre les objectifs ?**

Pour l'instant, le projet a pris une allure de croisière avec l'exécution de toutes les activités et surtout avec les versements de certains fonds dans le compte de Tropenbos RDC pour éviter le retard de décaissement. Toutefois, certaines mesures de réorientation sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet, notamment :

- Le choix des AGR : face au dysfonctionnement des AGR retenues, les recommandations de l'étude de faisabilité en cours doivent être critiques en vue de faciliter la réadaptation des interventions en la matière, maximiser l'efficacité dans l'utilisation des fonds et atteindre les résultats subséquents ;
- La stratégie ciblée d'appui : il est important de continuer à concentrer l'appui sur les membres de la communauté qui présentent déjà l'intérêt et des initiatives en guise de premier pas dans le cadre du projet. Par exemple, l'appui aux activités piscicoles doit se concentrer sur les communautés de Bafwapada (pk211).
- La fédération des producteurs de cacao en coopérative : les appuis antérieurs (PIREDD-O, Working Landscape) et actuels (PCREF) se concentrent sur le volet « production » et donnent déjà des bons résultats en termes de production de cacao. Les communautés locales s'investissent davantage dans cette filière, ce qui explique la demande croissante en semences/plantules de cacao. A ce stade, il est important d'explorer les possibilités pour les producteurs d'accéder au marché. La fédération des producteurs de cacao en coopératives s'avère être un meilleur moyen pour booster l'économie sociale, à travers l'accès au crédit agricole et les ventes groupées qui sont plus rentables. La synergie avec RIKOLTO va certainement se pencher sur cette question.
- La sensibilisation pour la connaissance des textes existants : la proposition des édits et mesures d'application paraît inadaptées à l'étape actuelle de la mise en œuvre du projet au regard du contexte socio-politique et institutionnel de la province de la Tshopo. Il faut investir dans la sensibilisation pour la connaissance des textes existants en matière des eaux et forêts avant de pouvoir se lancer dans l'adoption des nouvelles.
- L'installation des réservoirs d'eau au côté de forages : il sera intéressant de mettre en place des systèmes d'adduction d'eau potable fonctionnels et durables (forages, châteaux d'eau, branchements...) au niveau des CFCL. Cette option permet de garantir l'accès à l'eau grâce à un système de réserve où les communautés locales ne connaîtront aucun problème en termes d'alimentation d'eau, de distraction ou de quantité grâce à cet équipement (château d'eau) ou de contamination d'eau.

### **3.4. Efficience**

L'efficience du projet est **satisfaisante**. La gestion du projet est jusque-là bonne et les activités sont réalisées à un coût acceptable. Il y a une sous-utilisation du budget au début du programme, mais la situation s'est améliorée depuis la fin de l'année 2023.

***Q3.5.1. L'allocation budgétaire des ressources financières du projet a-t-elle été optimisée pour l'atteinte éventuelle des objectifs spécifiques des interventions ?***

Il ressort des entretiens réalisés avec l'équipe du projet que la gestion est jusque-là bonne et les activités sont réalisées à un coût acceptable.

Toutefois, il y a certes certaines activités qui sont sous-estimées (AGR, forages) pendant la formulation du projet, d'autres sont affectées par l'inflation et les conditions climatiques particulières. En effet, plusieurs AGR (myciculture, fabrication de savon, couture, élevage, apiculture, valorisation de PFNL, etc.) ont été identifiés lors de la formulation du programme. Mais, beaucoup d'entre elles restent incompatibles aux réalités du paysage. L'étude de faisabilité des AGR en cours permettra de donner des orientations claires et objectives sur le choix des AGR porteuses et culturellement acceptées par les communautés locales. Selon les entreprises chargées de la construction des forages, les coûts (9.150 USD par forage) ont été sous-estimés en tenant compte des réalités locales : le coût des matériaux locaux, l'état de la route (RN4), le coût de transport, les réalités géotechniques (terrain rocheux), etc. Ces entreprises estiment qu'elles ont travaillé en perte.

Face à cette réalité, au niveau opérationnel, des aménagements budgétaires sont faits, en fonction des réalités du terrain, pour atteindre les objectifs du projet. Ces opérations (ajustements et réajustements) se font par autorisation expresse des bailleurs des fonds sur avis motivé du consortium d'exécution.

Les informations recueillies indiquent qu'il y a une sous-utilisation du budget au début du programme, mais la situation s'est améliorée depuis la fin de l'année 2023.

***Q3.5.2. Les ressources humaines ont-elles été bien entretenues et employées au profit du projet ? Les relations humaines sont-elles favorables à la bonne marche du projet ?***

Les ressources humaines sont employées de manière optimale pour contribuer à l'atteinte des objectifs du projet. Certes, les départs de certains membres de l'équipe de mise en œuvre au début (février 2023) n'ont pas manqué d'affecter le projet mais des recrutements ont été faits pour combler les vides et avancer. Les Assistants Techniques (AT) sont permanents sur le terrain pour un suivi de proximité des activités du projet. Ils sont dotés en moyen de transport pour faciliter la mobilité et ainsi couvrir efficacement la zone d'intervention.

Les relations humaines entre les membres du consortium évoluent bien, de même entre les membres du consortium et les autorités locales et provinciales. Aucun incident n'a été signalé jusqu'à ce jour.

***Q3.5.3. Le temps de réalisation des activités est-il nécessaire face aux contraintes opérationnelles ? La méthode d'évaluation du temps permet-elle d'améliorer la qualité du travail ?***

Il est certes vrai que face aux contraintes multiples dont la logistique et la lourdeur administrative, le temps imparti paraît insignifiant ; ce qui pousse les équipes de mise en œuvre de travailler au-delà des temps optimaux prévus. Or, même si le temps des activités s'allonge, il n'y a pas de réponse face à ces contraintes, des retards sont parfois enregistrés.

La méthode d'évaluation du temps ne permet pas d'améliorer la qualité du travail. Les membres du consortium considèrent que cette méthode est un formalisme qui fait perdre le temps et pas souvent



conforme aux réalités car le temps rapporté est toujours inférieur au nombre d'heures employé pour le projet. Aussi, le temps perdu pour le remplissage de ce tableau retarde parfois le travail.

Toutefois, faut-il rappeler que le remplissage des fiches de temps passé au projet (pour ceux qui sont inscrits à moins de 100%) est une exigence du bailleur, de justifier le temps passé au projet en cohérence avec la partie des coûts salariaux inscrite au budget de projet. La procédure serait fluide si on la remplissait régulièrement sans attendre la période d'élaboration du rapport annuel du projet.

### 3.5. Thèmes transversaux

L'intégration des thèmes transversaux est **satisfaisante**. Les résultats atteints à ce jour sont considérables mais pas suffisants.

Le projet ambitionnait d'inclure systématiquement, dans toutes ses interventions, la participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés et isolés. La prise en compte des problématiques du genre répond au marqueur de genre et d'âge (MGA) (Commission Européenne, 2014).

En dehors d'appui en semences des cultures vivrières (maïs, arachide et riz), les femmes bénéficient aussi d'appui en termes de cultures pérennes (cacao et palmier à l'huile). Elles sont impliquées dans les structures de gouvernance des CFCL. D'après le cadre du projet, le genre est pris en compte dans la composition des organes de gestion de CFCL. Globalement, le comité de gestion de CFCL est composé de 9 membres dont 2 femmes ; cela est significatif mais reste encore en dessous de la parité. Ces femmes occupent le plus souvent les postes de trésorière et conseillère. Même si une femme a été désignée « présidente » du comité local de gestion à Bapondi, les réalités de terrain montrent que les femmes ne sont pas encore mieux intégrées dans les instances décisionnelles.

En outre, faut-il noter que les femmes sont une catégorie qui, au sein des ménages, sont chargées de puiser de l'eau. Le raccourcissement des distances des sources d'eau potable (forage construit au village) a eu un impact positif en leur facilitant l'accès et le transport.

L'âge ayant été ajouté dans le MGA, sa prise en compte dans une action de conservation-développement est importante. Ainsi, le projet a tenu compte de ce facteur de diversité notamment à travers l'implication de la jeunesse dans ses activités. Des jeunes à l'âge minimum légal de travail ont été déployés parmi le personnel de terrain (Assistants Techniques). On compte également une bonne proportion des jeunes parmi les bénéficiaires du programme.

A ce stade (mi-parcours), au niveau des thèmes transversaux (genre, jeunes et groupes vulnérables), les effets du projet sont globalement positifs mais pas suffisants.

## **4. CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES**

### **4.1. Conclusion**

Le projet CFCL-Tshopo est pertinent et trouve sa légitimité dans le contexte spécifique du paysage de Bafwasende et répond aux attentes des bénéficiaires en termes de sécurisation foncière et forestière, de gestion des ressources en eau et d'amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Le projet reste cohérent et s'aligne parfaitement sur les politiques et plans nationaux et provinciaux, expression des priorités gouvernementales, en matière de la résilience climatique notamment la CDN RDC, la stratégie nationale REDD+, le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques 2022-2026 (RDC, 2021). Le projet reste complémentaire aux autres programmes mis en œuvre par d'autres partenaires techniques et financiers (CAFI, FONAREDD, UE, etc.) et les membres du consortium dans le territoire de Bafwasende, notamment Tropenbos RDC (Working Landscapes (WL) ; Green Livelihoods Alliance (GLA) ; PIREDD-Oriental, SEFOME PAC et PROFEAAC) et Join For Water-BOS+-Tropenbos RDC (programme quinquennal 2022-26 cofinancé par gouvernement belge).

A mi-parcours, les résultats du projet sont positifs en dépit de quelques difficultés qui ont émaillé l'exécution du programme. L'appui en AGR forestières (rotin, apiculture, pisciculture) évolue timidement suite à la résistance des communautés à certaines AGR prévues par le projet. Les résultats de l'étude en cours sur la faisabilité de ces AGR sont déterminants pour la suite des activités du projet dans ce domaine. Plusieurs facteurs internes et externes ont impacté, négativement ou positivement, sur le déroulement des activités et le progrès vers les résultats du projet.

Le processus d'obtention des résultats est bien efficient et les coûts encourus ont bien justifié les résultats obtenus. La sous-utilisation du budget constaté au début du programme est en train d'être rattrapée depuis la fin de l'année 2023. A ce stade (mi-parcours), les effets du projet au niveau des thèmes transversaux sont globalement positifs mais pas suffisants.

### **4.2. Recommandations**

Tout en s'appuyant sur les performances du projet constatées sur le terrain, la mission recommande les orientations suivantes (selon les acteurs) pour la suite des activités :

#### **Consortium (Join For Water, Tropenbos International, BOS+ et Tropenbos RDC)**

- Organiser rapidement une mission de réconciliation dans la CFCL Barumbi Tshopo pour mettre définitivement fin au conflit qui a toujours caractérisé le chef de groupement de Barumbi Tshopo et le président du comité de gestion de la CFCL.
- Multiplier les initiatives qui permettent d'améliorer des relations et l'implication des autorités locales dans la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la foresterie communautaire.
- Poursuivre les activités de plaidoyer pour l'améliorer la résilience des comités locaux. Il faut, pour cela, définir les stratégies et actions de plaidoyer en collaboration avec d'autres partenaires (RRN), notamment ceux fondés sur l'accès aux ressources en eau.
- Etudier la possibilité de fusionner certaines OSC qui ont été identifiées et enregistrées en fonction de leurs intérêts et objectifs avant d'envisager le processus de leur reconnaissance officielle auprès des autorités compétentes et de renforcement des capacités.
- Multiplier les séances de sensibilisation des communautés sur l'agroforesterie et l'agroécologie.

- Améliorer le processus de transformation de produits agricoles et forestiers, notamment le cacao, sur les aspects liés au séchage en vue d'améliorer la qualité du produit.
- Evaluer correctement l'ampleur des travaux de forage en tenant compte des réalités locales (sites de travail et marchés) en vue d'une meilleure préparation des dossiers d'appel d'offres (DAO) lors des prochaines interventions dans le paysage de Bafwasende.
- Envisager la construction des citernes à côté des forages en vue de garantir aux communautés locales l'accès à l'eau potable de manière permanente.
- Améliorer le système de suivi et évaluation en vue de bien documenter les indicateurs du projet à travers une base de données appropriée. A ce stade, il n'existe pas de base de données fiable sur les AGR, ce qui n'a pas permis à l'évaluateur d'apprécier objectivement la situation des activités agricoles et forestières dans la zone du projet.
- Pour les CFCL dont les PSG prévoient l'exploitation du bois d'œuvre comme AGR, diligenter – à travers un consultant externe - une étude sur l'analyse approfondie des différents modes d'exploitation artisanale du bois d'œuvre. Cette étude devrait déboucher sur la proposition du mode qui permet de favoriser une exploitation durable du bois d'œuvre : (i) mettre en contact les exploitants légaux et les membres CFCL ? ; (ii) appuyer les comités de gestion avec des matériels (tronçonneuses, etc.) et des formations pour une exploitation durable ? ou (iii) promouvoir l'exploitation artisanale du bois par les membres de la communauté pour favoriser la conclusion des contrats profitables aux communautés ?
- Diligenter, à travers un consultant externe, une étude sur les conditions de vie et le bien-être des communautés locales, bénéficiaires du projet.
- Pour des futurs projets réaliser les études de base au démarrage du projet en vue de permettre une appréciation objective des indicateurs lors des évaluations (mi-parcours et finale).

#### **Gouvernement congolais (national et local)**

- Alléger le délai de traitement des dossiers en vue d'accélérer le processus de délivrance des titres des concessions de forêts des communautés locales et celui d'approbation des Plans simples de gestion (PSG)
- Prendre les dispositions nécessaires pour la prise en charge (en termes de salaires et primes) des agents de l'administration forestière provinciale et locale en vue de les motiver à accompagner efficacement le projet.
- Assurer la stabilité politique (maintien des animateurs) au niveau provincial et local pour ne casser la dynamique du processus de la foresterie communautaire en cours. Car tout agent nouvellement affecté et qui n'a pas de maîtrise sur le processus CFCL, n'aura aucun intérêt à accompagner les efforts des communautés locales et des partenaires techniques et financiers
- Formaliser la mise en place d'un cadastre rural dans le secteur foncier, l'une des réponses palliatives à côté de la foresterie communautaire. Il faudrait soutenir la réforme foncière en cours en vue de garantir les terres arables les PACL non engagés dans le processus de la foresterie communautaire.
- Réhabiliter et garantir l'entretien de la route nationale (RN4) qui relie la ville de Kisangani et le paysage Bafwasende pour faciliter le déploiement des partenaires techniques et financiers qui viennent en appui aux communautés locales et maintenir les flux commerciaux.

**Acteurs clés (PACL, opérateurs financiers, OSC, ONGI)**

- Les PACL devraient être créatifs et prendre le contrôle actif de leurs CFCL et les gérer de manière participative, en suivant des règles internes qui permettent à tous les membres de la communauté de bénéficier de la forêt en utilisant des méthodes de production agricole durables.
- Les comités de gestion de CFCL doivent garantir la transparence dans la gestion des fonds générés par les diverses activités développées dans les CFCL (cas de la CFCL de Bapondi).
- Les PACL doivent organiser régulièrement des réunions au sein des différents organes de gouvernance des CFCL (comité de gestion, comité de suivi et évaluation, comité de sages) et de l'assemblée communautaire.
- Les opérateurs financiers devraient développer des mécanismes financiers adaptés aux possibilités des PACL en vue de leur permettre d'investir dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles, notamment les cultures pérennes qui nécessitent des besoins réels en investissement avant la période de production.
- Les OSC et les ONGI devraient développer des partenariats multiples au niveau du paysage afin de répondre efficacement aux besoins multiples des communautés locales

**4.3. Bonnes pratiques et leçons apprises**

- Le délabrement de la route nationale (RN4) reliant la zone d'intervention à la ville de Kisangani impactent négativement la réalisation de certaines activités, dont le déploiement des missions de suivi, etc. Cette dégradation de la route a occasionné l'augmentation du coût de transport et retardé la réalisation de certaines activités sur terrain.
- Face à la lourdeur administrative, les stratégies de plaidoyer et lobbying mises en place ont permis l'attribution des titres aux 2 communautés ( Bafwamogo et Bafwabula) sur trois et l'approbation de 3 PSG des anciennes CFCL.
- La collaboration entre autochtones (originaires) et allochtones (migrants) membres de CFCL s'améliorent davantage, les allochtones sont bénéficiaires des AGR (cultures pérennes, pisciculture, etc.), ce qui n'était pas imaginable avant l'avènement de la foresterie communautaire. Il est nécessaire d'intensifier ces expériences réussies en vue de garantir la collaboration fructueuse entre allochtones et autochtones dans la phase de gestion et exploitation des CFCL.
- La distribution des semences améliorées aux bénéficiaires doit tenir compte du calendrier agricole (démarrage de la saison pluvieuse précoce) et même de l'état de la route (distribuer les semences avant le délabrement du tronçon routier).
- L'accompagnement de proximité à travers les équipes des assistants techniques et la disponibilisation des semences à bonne date ont facilité la distribution des semences conformément aux besoins réels exprimés par les bénéficiaires lors du processus d'identification et pendant les visites physiques des champs. Cette stratégie permet de couvrir des besoins réels (superficie du champ notamment) de chaque paysan.
- L'approvisionnement local en semences des cultures vivrières auprès des anciens bénéficiaires des semences améliorées a apporté un soutien important dans l'économie locale (injection de l'argent) tout en garantissant l'accès aux semences de qualité.
- La sensibilisation et le suivi de proximité des activités agricoles permettent au projet de récupérer une bonne partie de semences après la récolte, conformément aux accords signés

entre le projet et les bénéficiaires (ristourne de 100%). Le projet se servira des stocks reconstitués pour appuyer les autres bénéficiaires lors de la prochaine campagne (saison B).

- L'apiculture en tant qu'AGR, est une nouvelle initiative introduite dans le paysage. Quand bien même le début reste difficile, on constate que certains petits producteurs accompagnés parviennent à en tirer profit (colonisation des ruches). Cela créera certainement un effet d'entraînement dans la zone du projet.
- Les communautés appuyées par le projet sont devenues de plus en plus conscientes des menaces qui pèsent sur leurs écosystèmes et s'approprient les actions visant à lutter contre la vulnérabilité. Elles sont devenues de plus en plus engagées dans les activités de plaidoyer et lobbying. Ce qui pourrait améliorer la résilience socio-écologique de ces communautés et leur environnement.
- L'exploitation minière dans le paysage de Bafwasende entraîne la pollution de la rivière Tshopo avec des lourdes conséquences qui affecteraient la résilience socio-écologique des communautés locales et de leur environnement. L'étude en cours doit être accélérée en vue d'évaluer les impacts possibles de cette exploitation et peaufiner les stratégies de plaidoyer et lobbying pour garantir la résilience socio-écologique.
- L'augmentation du prix de cacao a apporté des revenus à quelques cacaoculteurs dont les cacaoyers sont déjà en phase de production. C'est ce qui justifie l'engouement des communautés locales envers cette culture ; la demande d'appui en semences (plantules) ne fait qu'augmenter. Pourtant le projet peine à se procurer en semences auprès de l'INERA. Cependant, cette activité est susceptible d'améliorer durablement les revenus des petits producteurs agricoles.
- La construction de forage est une nouvelle initiative dans la région de Bafwasende. Les interventions antérieures des autres projets (Village assaini par exemple) n'avaient construit que des gros puits à buses en béton.
- Au-delà des autres considérations (travaux d'évacuation de la terre, de terrassement, le prix de la pompe, etc.), le coût unitaire du forage varie en fonction du type de terrain, de la profondeur à creuser et du diamètre du puits. Le contexte local du paysage de Bafwasende (la nature rocheuse du sol, les défis logistiques, le prix des matériaux, etc.) montre que le coût unitaire du forage (9.400 \$/forage en moyenne) a été sous-estimé par le projet.
- L'absence des entreprises de construction ayant des plateaux plus ou moins modernes dans la province de la Tshopo est un grand défi pour des projets dont les activités concernent la construction des points d'eau (forage).
- Il y a un réel besoin en eau potable dans le paysage de Bafwasende en général et dans les sites ayant bénéficiés de la construction des points d'eau (forage) en particulier. Car les communautés locales ont commencé à utiliser l'eau des forages pendant que le processus de test de la qualité de l'eau était encore en cours (laboratoire de Kinshasa).
- L'approbation des PSG des 3 anciennes CFCL est un succès par rapport aux objectifs du projet mais un point de départ dans la mise en valeur des CFCL (phase de gestion & exploitation). D'importants efforts doivent être conjugués afin que la gestion de ces CFCL dotées de PSG permette l'atteinte des objectifs de la foresterie communautaire, à savoir : la gestion durable des forêts et la réduction de la pauvreté des ruraux.
- Bien que le projet veuille proposer des édits et mesures d'application à la législation sur les eaux et forêts, le contexte politico-institutionnel de la province de la Tshopo, caractérisé par la lourdeur administrative et les tensions entre l'exécutif et le législatif, ne s'y prête pas. Il

serait souhaitable d'investir dans la sensibilisation sur la mise en application des lois existantes en vue de fédérer les efforts des autres parties prenantes vers les actions de plaidoyers.

- En matière de forage, le paysage de Bafwasende a accueilli antérieurement le programme « écoles et villages assainis », mais dont les résultats n'ont pas pu être pérennisés après ce programme. La durabilité du projet CFCL doit être préparée en s'inspirant des expériences du programme Ecoles et villages assainis en vue de tirer des leçons constructives sur les échecs et les succès.
- La collaboration instaurée entre le projet et le système d'enseignement de la RDC du niveau primaire, secondaire et universitaire reste fondamentale pour contribuer autant à l'amélioration de l'éducation environnementale des jeunes élèves et écoliers et booster la diversification des études socio-anthropologiques et économiques ainsi que biophysiques et écologiques sur les enjeux des ressources naturelles dans les CFCL. Il est souhaitable que ces expériences soient partagées pour inspirer d'autres parties prenantes.

**ANNEXES**

**Annexe 1 : Synthèse des résultats globaux du projet**

Activités telles que reprises dans le document du projet	Progrès réalisés et leurs pertinences par rapport aux grands résultats
<b><i>Produit 1 : La coopération entre les collectivités locales (CL), les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) en matière de protection des forêts et des ressources en eau est améliorée</i></b>	
P1.1. Les structures communautaires (CFCL et autres) sont mises en place et reconnues et les outils de gouvernance sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux CFCL (Bafwabula et Bafwapada) ont été reconnues officiellement par les arrêtés provinciaux en décembre 2023</li> <li>• Les deux titres de CFCL ont été remis aux communautés locales de Bafwabula et Bafwapada représentant 82.183,25 ha pour environ 7164 personnes (habitants)</li> <li>• Les organes de gestion de toutes les 5 CFCL (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamogo, Bafwabula et Bafwapada) ont été dotés en outils de gouvernance (carnets, stylo, papier, etc.)</li> <li>• Les communautés locales en général et les membres des organes de gestion de CFCL ont été formés sur la gestion administrative et financière</li> <li>• Au total 38 OSC ont été identifiées (en collaboration avec le comité de gestion de CFCL) et enregistrées dans la zone du projet</li> <li>• Au total 88 membres (dont 23 femmes) des OSC identifiées ont sensibilisés et formés sur le processus de la structuration et formalisation de leurs OSC</li> <li>• Six (6) ont manifesté l'intérêt pour un accompagnement dans le processus de structura et la formalisation (processus non encore entamé)</li> </ul>
P1.2. L'approche de droits est instaurée et le dialogue entre communautés et autorités facilite le plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des sessions de formation sur l'approche de droits des communautés locales vivant dans les CFCL ont été organisées dans 3 CFCL (Barumbi, Bapondi et Bafwamogo) en mars 2023, avec la participation 93 membres de CL dont 18 femmes)</li> <li>• Les dialogues politiques ont été établis entre les OSC et les détenteurs d'obligations aux niveaux local, provincial et national. Plusieurs missions conjointes ont été conduites avec les autorités provinciales et locales en 2023, avec : (i) le Ministre provincial de l'Environnement pour s'assurer de l'engagement des CL dans la foresterie, (ii) le Conseiller juridique du Gouverneur de province pour la certification des limites des CFCL, (iii) l'Administration provinciale et locale en charge des forêts et du représentant de l'Administrateur du territoire pour la présentation et la validation des PSG de Barumbi-Tshopo, Bapondi et Bafwamogo</li> <li>• Les autorités, OSC et communautés locales ont participé à la formation et aux activités pratiques sur les patrouilles et surveillance des CFCL ainsi qu'à l'évaluation du niveau de maturité des organes de gestion de CFCL.</li> <li>• L'atelier d'évaluation de la loi relative à l'eau et à la forêt (décret, arrêté, édits, etc.) dans la province de la Tshopo organisé en novembre 2023.</li> <li>• A l'issu de cet atelier, trois mesures d'application aux lois de PCREF ont été tirés</li> <li>• Un échange d'expérience entre les partenaires du projet a permis de définir des stratégies et actions de plaidoyers notamment ceux fondés que l'accès aux ressources en eau</li> <li>• Les actions de plaidoyer se poursuivent pour améliorer la résilience des communautés locales.</li> </ul>



<b>Produit2 : La résilience des communautés et des écosystèmes est renforcée</b>	
<p>P2.1. Des kits pédagogiques et outils de sensibilisation adaptés aux différents groupes cibles sont développés, disponibles et utilisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les kits pédagogiques composés de Guide sur la Matrice des Sciences de la vie et de la terre (MSVT<sup>o</sup>) du programme national MSVT et d'une affiche sur le résumé du cycle de l'eau ont été développés</li> <li>• Ces kits pédagogiques ont été distribués aux écoles du paysage Bafwasende (11 écoles dont 6 secondaires et 5 primaires).</li> <li>• Des séances de renforcement des capacités ont été organisées en faveur de 36 enseignants de sciences dont 2 femmes de 11 écoles sur l'importance des ressources en eau et forêts ainsi que les Domaines d'Apprentissages des Sciences.</li> <li>• Au niveau des écoles de Bafwaboli (pk122) et Bafwapada (pk211), 212 élèves dont 55% de filles, 8 enseignants et 2 directeurs ont été sensibilisés en mars 2023 sur les différentes thématiques liées à la PCREF (la nécessité d'une exploitation durable de la forêt, le fonctionnement du cycle de l'eau et son importance dans la régénération de la forêt, la relation de dépendance entre les forêts, l'eau, les hommes et les animaux).</li> <li>• Des séances de sensibilisation (24 au total) sur la PCREF et WASH ont été organisées en décembre 2023 dans les différents terroirs (Bafwaboli, Baliko 1, Basugo, Bapondi, Bafwamogo, Bafwabula, Batama et Bafwapada), avec la participation de 510 personnes dont 174 femmes et 168 jeunes filles et garçons.</li> <li>• Des séances de sensibilisation sur les notions de protection et de restauration des berges de cours d'eaux et de lavage des mains ont été organisées dans les différents terroirs octobre 2023, avec la participation de 150 personnes (50 hommes, 50 femmes et 50 jeunes)</li> </ul>
<p>P2.2 Des synergies avec le monde universitaire ont été établies et mises en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'issue du processus de sélection, 9 étudiants finalistes de deuxième cycle (3 de l'Université de Kisangani, 2 de l'Université Mariste, 2 de l'Institut Supérieur des Recherches Agronomiques de Bengamisa et 2 de l'Institut Supérieur Pédagogique de Kisangani) ont été retenus pour réaliser des travaux de recherche sur la PCREF.</li> <li>• Des réunions conjointes (JFW, TBRDC et TBI) ont permis de décliner les domaines et sujets de recherche</li> <li>• Tous les étudiants bénéficient de petites bourses en vue de couvrir leur frais d'études et l'allocation de recherche pour l'année académique 2023/2024</li> <li>• Les étudiants ont réalisé leur stage et les rapports ont été produits, avec des copies disponibles à la bibliothèque de TBRDC</li> <li>• Les travaux de recherche sont en cours de finalisation ; la séance de présentation des résultats à l'équipe de TB RDC à organiser en date du 30 août 2024.</li> <li>• La défense officielle des travaux (mémoires) est prévue pour la fin du mois de septembre 2024.</li> </ul>
<p>P2.3 Les membres du consortium et des parties prenantes ont mutuellement renforcé leurs capacités et promeuvent leurs approches sur la base des expériences de l'Action</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plan de renforcement de capacités mutuelles (RMC) a été finalisé et mis en œuvre avec 4 sessions de formation avec l'appui des experts externes : (i) Kobo Collect en avril 2024 ; (ii) leadership et gestion des organisations</li> <li>• Franche collaboration au sein du consortium marquée par l'organisation des réunions et séances de travail tant au niveau de l'équipe de coordination de TBRDC qu'avec celle de JFW.</li> <li>• Plusieurs séances de travail conjoint TBRDC, TBI, JfW et Bos+ pour planifier la mise en œuvre du plan de travail annuel détaillé 2023 et 2024</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux missions de suivi de terrain conjointes ont été organisées en 2023 : avec TBI et TBRDC (janvier 2023) et JFW, Bos+, TBI, TBRDC (mars 2023)</li> <li>• Des séances de travail communes, comité de direction, Suivi conjoint TBRDC, JFW RDC &amp; TBI</li> <li>• Début de collaboration avec RIKOLTO en vue d'une synergie autour de la filière cacao pour la création des coopératives et l'achat de cacao produit</li> <li>• Mission conjointe TB RDC et RIKOLTO en avril 2024 pour la cartographie (identification) des producteurs et la sensibilisation sur l'approche entrepreneuriale (coopérative).</li> </ul>
P2.4 Pour chaque CFCL des plans de gestion simples et d'accès aux SES sont disponibles et leur mise en œuvre est suivi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trois (3) Plans simples de gestion (PSG) ont été élaborés et validés en août 2023 par les communautés de Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo avec la participation de l'Administration provinciale et locale en charge des forêts et du représentant de l'Administrateur du territoire</li> <li>• Ces PSG ont été approuvés par le chef de secteur de Bekeni Kondolole à travers des Arrêtés de secteur du mois de mai 2024, conformément à la législation en vigueur</li> <li>• Deux (2) Plans simples de gestion (PSG) des communautés de Bafwabula et Bafwapada sont en cours de finalisation (toutes les études étant déjà réalisées).</li> <li>• La collaboration entre l'Université de Gent et les trois communautés (Barumbi Tshopo, Bapondi et Bafwamogo), commencée depuis 2022, se poursuit moyennant un loyer annuel payé aux communautés (800\$/an pour Barumbi Tshopo, 400\$/an pour Bapondi et pour Bafwamogo). L'objectif, pour les communautés, étant d'accéder à terme au marché du carbone</li> </ul>
<b>Produit 3. L'économie locale et l'accès durable aux ressources naturelles sont améliorés</b>	
P3.1 Les modules de formation technique sur différents sujets sont développés et diffusés	
P3.2 L'agriculture sur brulis est progressivement remplacée par une agriculture durable	
P3.3 Les sources de revenus individuelles, familiales et communautaires se sont diversifiées et améliorées,	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trois types d'activités Génératrices de Revenus (AGR) - cultures pérennes, cultures vivrières et filières forestières - sont appuyés</li> <li>• L'appui sur les AGR des filières des cultures pérennes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 227 paysans dont 16% de femmes ont été appuyés en 2023 sur les filières des cultures pérennes : cacao (96 paysans dont 23 femmes), palmier à huile (109 paysans dont 7 femmes) et café (20 paysans dont 6 femmes)</li> <li>• Les paysans bénéficiaires des plantules ont cultivé une superficie de 234 ha : cacao (106,6 ha), palmier à huile (107,4 ha) et café (20 ha)</li> <li>• Mise en pépinières des graines pré germées de palmier à huile depuis février 2024 (3916 graines semées), pour une superficie estimée à 31,79ha</li> <li>• Acquisition de 8300 graines pré germées de palmier à huile et qui seront mis en pépinières avant le 31 août 2024.</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet a passé la commande (en cours) de semence de cacao auprès de l'INERA Yangambi (les sachets polybac déjà remplis de terreaux au niveau chaque site)</li> <li>• Les semences des cultures vivrières ont été acquises localement et distribuées aux ménages</li> <li>• En 2023, 591 paysans dont 30 % de femmes ont bénéficié des semences de cultures vivrières : riz (182 paysans dont 55 femmes), arachide (240 paysans dont 64 femmes) et maïs (169 paysans dont 31 femmes). Avec cet appui, 130 ha ont emblavé dans la zone du projet dont 42,3 ha pour le riz ; 30,4 ha pour l'arachide et 57,3 ha pour le maïs.</li> <li>• Durant l'année 2024 (saison A), l'appui en semences a accordé à 164 paysans (dont 59 femmes) répartis comme suit : 144 paysans pour le riz (dont 49 femmes), 15 ménages pour l'arachide (dont 10 femmes) et 5 paysans pour le maïs (0). Cet appui a permis d'emblaver une superficie de 162,46 ha : riz (153,5 ha) ; arachide (2,96ha) et arachide (6 ha).</li> </ul>
<p>P3.4 L'accès de la population aux services de base communautaires et en soutien de l'économie locale s'est amélioré.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Six forages (puits d'eau) sont construits dans le paysage Bafwasende (Barumbi Tshopo, Bapondi, Bafwamogo, Bafwabula, Bafwapada,), les travaux sont presque finis (90%).</li> <li>• L'analyse de la qualité de l'eau a été réalisée au laboratoire de la Faculté des Sciences de l'Université de Kisangani. Les résultats indiquent que l'eau est potable et peut donc être consommée par les bénéficiaires</li> <li>• La réception provisoire des ouvrages interviendra au mois de septembre 2024</li> </ul>

**Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées**

<b>Noms</b>	<b>Fonction</b>	<b>Structure</b>	<b>Contact</b>
David Chishugi	Directeur Pays	Join For Water	0971308910
Huguette Tabaro	Conseillère	Join For Water	0978261376
Innocent	Responsable administratif et financier	Join For Water	0829947799
Alphonse Maindo	Directeur	Tropenbos RDC	0990014762
Félicien Musenge	Coordinateur de programmes	Tropenbos RDC	0995896164
Charles Mpoyi	Coordinateur S&E, apprentissages et communication	Tropenbos RDC	081694897
David Agbongo	Chargé des AGR	Tropenbos RDC	0991261416
Théophile Yuma	Chercheur Facilitateur TBI	Tropenbos RDC	08120052222
Baby Matata	Point Focal/FC	Administration forestière	0822994885
Me Patient	Directeur Exécutif	SADD	0993 163 993
Delhpin MAZOMBO	Secrétaire Exécutif	UPDEKIS	0826520012
RUDRATUS MUGANZA	Technicien	UPDEKIS	0891664444
Charles MULUMBWA	Responsable Bureau/Kisangani	RIKOLTO	0812379823
Sr Marceline OTEMAKOY	Directrice Financière	CERBAD	0811439928
Lambert MANDO	Administrateur - Gérant	BATICONGO	0810083265
Christian Binza	Directeur Technique	BATICONGO	0811068808
Alexandre MOKILI	Chef de Division Technique	ONHR	0816857176
ALENKE KAKE	Chef Bureau ASUREP	ONHR	0815895231

**Annexe 3 : Quelques images de terrain**



*Focus group avec les PACL de Barumbi Tshopo*



*Focus group avec les PACL de Bapondi*



*Focus group avec les PACL de Bawamogo*



*Focus group avec les PACL de Bafwapada*



*Pépinière de palmier à huile – CFCL Bafwabula*



*Ruche d'abeille – CFCL Bafwabula*



*Semences de riz récupérées - CFCL Bafwamogo*



*Plantation de cacaoyer*



**Forage CFCL Bapondi**



**Forage CFCL Barumbi Tshopo**



**Rivière – source d'eau – CFCL Bafwambila**



**Forage - CFCL Bafwambila**



**Etang piscicole – CFCL Bafwamogo**



**Forage CFCL Bafwamogo**